

A partir de notre prochain numéro, la hausse des prix du papier nous obligera à réduire sensiblement notre tirage. Nous invitons nos lecteurs au numéro à prendre toujours « LA VERITE » dans le même kiosque, à nous écrire s'ils ne la trouvent pas dans leur kiosque habituel — ou, mieux encore, pour être assurés d'avoir chaque semaine leur journal, à s'abonner.

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

DENOMINATEUR COMMUN DU P.C.F. ET DE LA BOURGEOISIE

SIL est un défenseur des institutions parlementaires et de l'importance de l'Assemblée, c'est bien le Parti Communiste Français. Dans chacune de ses déclarations, il assure qu'il « existe dans le Parlement comme dans le pays, les forces nécessaires à une politique de paix et de progrès ».

Ainsi, lors du récent débat sur le bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef, le porte-parole du groupe communiste aurait pu stigmatiser la politique de l'impérialisme français, montrer que le bombardement de Sakhiet n'était qu'une des conséquences du colonialisme, appeler au renversement de ce régime, utiliser, en des circonstances d'une exceptionnelle importance, la tribune qui lui était donnée pour mettre en avant la nécessité d'une lutte révolutionnaire.

Il a préféré jouer le jeu, s'enquérir des responsabilités des uns et des autres, et terminer son discours ainsi : « Je veux, de cette tribune, renouveler solennellement les propositions faites par le Parti Communiste Français à tous les groupements et partis de gauche en vue de rechercher un compromis, c'est-à-dire un accord permettant d'aboutir à la solution pacifique du problème algérien ».

Il faut préciser que ces « partis et groupements de gauche » vont pour le P.C.F. jusqu'à R.G.R. d'Edgar Faure mais aussi de... Jean-Paul David !

Quant au « compromis », prudemment, Ducloux ne précise pas son contenu : il s'agit de régler le problème algérien, comme s'il s'agissait d'un problème français, en trouvant un terrain d'entente entre des groupements français, et ensuite de proposer cette solution au peuple algérien. Il ne s'agit nullement de partir de la constatation simple que le peuple algérien a le droit de disposer de lui-même et que c'est donc à partir de ce qu'il veut qu'une solution peut être trouvée. La démarche du P.C.F. rappelle curieusement celles des auteurs de la loi-cadre...

On comprend mieux le sens de ces propositions, de cette politique à la lecture d'une interview de Waldeck-Rochet parue dans « Combat » du 12 février. Là, nulle démagogie de tribune n'empêche le dirigeant « communiste » d'aller au bout de ses idées, idées qui sont très certainement, celles de la direction de son parti, puisque, comme le re-

MARCEL CACHIN IN MEMORIAM

« Toute une vie donnée à la classe ouvrière, cela commande le respect... Je m'incline devant ce vieux militant fidèle »

François MAURICIA

A l'annonce de la mort du noble vieillard qui sut si bien rester toute sa vie du côté du manche, des fleurs, lancées par les « personnalités » de toute tendance se sont abattues, par brassées, sur le cercueil de Marcel Cachin. Victor Hugo fut, sans avoir

(Suite page 3).

marque « Combat », il est à la fois membre du Bureau Politique et vice-président du groupe parlementaire communiste.

Cette interview est parue dans le cadre d'une enquête : « Peut-on regrouper la gauche française ? ». Il s'agit, en somme, de voir s'il existe des « dénominateurs communs » au P.S., aux diverses formations radicales, au M.R.P., au P.C.F.

Waldeck-Rochet, pour sa part, n'en doute pas. L'attitude de son parti, pécise-t-il, consiste « à ne poser aucune condition que ne puissent accepter les autres formations de gauche », c'est-à-dire le P.S. et les formations bourgeoises.

Si on aboutit à un accord, sur quoi pourrait-il porter ? Waldeck-Rochet est d'une extrême discrétion

F. FORGUE. (Suite page 4)

LA GUERRE D'ALGERIE SERAIT IMPOSSIBLE SANS L'AIDE AMERICAINE

écrit le dirigeant trotskyste des U.S.A., Farrel DOBBS, à Eisenhower

Farrel Dobbs, secrétaire du Socialist Workers Party (trotskyste), a adressé à M. Eisenhower, président des Etats-Unis, la lettre suivante :

« Le brutal bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef, le 8 février, a soulevé l'indignation et la colère du monde entier. Cette colère n'est pas dirigée seulement contre les impérialistes français responsables de cette atrocité. Au moins 17 des avions utilisés par eux ont été fabriqués aux Etats-Unis. Les balles et les bombes qui ont érasé une

école occupée, balayé les camions de la Croix-Rouge et tué 68 hommes, femmes ou enfants, ont été fabriqués aux Etats-Unis. Ils furent donnés à la France dans le cadre du programme d'aide militaire de l'O.T.A.N.

« L'indélicie atrocité de Sakhiet est la conséquence de cette plus grande atrocité : la guerre d'Algérie dont le but est de maintenir sous le joug le peuple algérien.

« Pendant plus de 3 ans, la France a massacré, emprisonné et torturé des êtres humains dont le seul

désir est de se gouverner eux-mêmes comme un peuple libre et indépendant. Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'aide économique et militaire des Etats-Unis.

« Depuis la 2^e guerre mondiale, votre administration, comme celle de vos prédécesseurs démocrates, a financé les efforts des impérialistes français pour conserver leur empire chancelant, jusqu'à concurrence de 12 milliards de dollars. Les 7 ans de la guerre d'Indochine ont coûté à la France environ 5 milliards de dollars. Avec l'aide américaine, plus de 200.000 Viet-Namiens ont perdu la vie. Puis, avec l'aide américaine, les Français ont tué des Marocains, et maintenant des Algériens et des Tunisiens.

« A peine plus d'une semaine avant l'attaque soudaine et non provoquée d'un village sans défense par une puissance moderne, bien armée, votre administration a accordé de nouveaux prêts à la France, jusqu'à concurrence de 274 millions de dollars, plus beaucoup d'autres millions sous forme de crédits pour étayer son économie épuisée par la guerre.

« Le Socialist Workers Party proteste vigoureusement contre la politique réactionnaire, pro-impérialiste du Département d'Etat. Nous demandons l'arrêt immédiat de toute aide en dollars, crédits ou armes à l'impérialisme français.

« A notre avis, le peuple américain, s'il était consulté, se rangerait du côté de la lutte du peuple algérien pour l'indépendance. Nous proposons qu'un débat national soit ouvert, avec un référendum, sur la politique des U.S.A. à l'égard de la révolution algérienne. Pour notre part, nous n'avons pas le moindre doute sur l'issue d'un tel vote ».

(Suite page 2.)

Le théâtre d'ombres du Palais-Bourbon

Sil le Parlement était, comme on le prétend, le lieu où se décide la politique du pays, le débat qui s'y est ouvert le 11 février sur le bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef aurait sans aucun doute conduit à une crise ministérielle.

Les tenants d'une politique de guerre à outrance ne pouvaient admettre l'attitude du gouvernement, qui n'endossait pas franchement la responsabilité du bombardement, tout en se refusant à en féliciter les auteurs. Pour des raisons diverses, tous les partis, conscients de la gravité de la crise diplomatique ouverte par cette affaire, ne pouvaient plus faire confiance à un ministère irresponsable, victime du fait accompli et incapable d'y réagir.

Puis le débat eut lieu. Un débat sage, aussi tranquille que s'il se fut agi d'une quelconque réforme constitutionnelle. A gauche, pas d'énervement, pas d'indignation même. On s'étonna du bombardement, on s'inquiéta de ses conséquences, on le condamna, mais sans grande passion. Personne ne se faisait d'illusions. Pierre Cot fit sans doute la plus éloquente intervention de la journée, mais c'est sans doute par-

ce qu'il reste fidèle aux vieilles traditions parlementaires.

En fait, personne ne se faisait d'illusions. Les jeux étaient faits et, pour sa part, la droite se contenta de réagir à chaque fois que l'on évoqua la possibilité de verser des indemnités aux victimes de Sakhiet, protestant contre ce qui serait reconnaître la culpabilité de la France.

Le gouvernement, quant à lui, couvrit les auteurs du bombardement, le justifia sans le justifier et proclama haut et fort le bon droit de la France, le refus de voir internationaliser le conflit algérien. Par 329 voix contre 179, les députés qui n'en pensaient pas moins, accordaient la confiance au gouvernement.

Ce débat honteux, où les députés faisaient semblant de croire les mensonges du gouvernement, où l'objectif n'était ni de tenter de définir une politique ni de condamner un acte barbare, mais plus simplement de laisser les mains libres au gouvernement, a achevé de discréditer, s'il en était besoin, l'Assemblée. Elle est totalement impuissante.

Cette impuissance est encore rendue plus évidente par ce qui s'est passé depuis : tout ce que le gouvernement repoussait pour faire plaisir aux ultras, et que la majorité a condamné avec lui l'indemnisation, l'internationalisation de l'affaire, etc., est en train de se réaliser, sous la poussée irrésistible des événements, et les votes des « représentants du peuple » n'y changent rien.

Que la démission du Parlement dans l'affaire de Sakhiet soit une leçon pour ceux qui croient encore que la politique du pays se décide au Palais-Bourbon !

LES ETUDIANTS MANIFESTENT CONTRE LE CRIME DE SAKHIET

VENDREDI 14 février à 17 h, 30, les organisations politiques étudiantes des Radicaux, Communistes, de l'U.G.S., invitèrent les étudiants à manifester dans la rue contre le massacre de Sakhiet-Sidi-Youssef.

Scandant « Sakhiet, assassins », « Paix en Algérie », environ 1.000 étudiants descendirent dans la rue Mouffetard.

Alors, Craipeau, de l'U.G.S., accroché à un camion, se félicitant du succès de la manifestation, demanda aux étudiants de se disperser. Il fut hué et, malgré la volonté des dirigeants des trois organisations politiques, les étudiants atteignirent tous ensemble la place Monge.

Nouvelle invitation à se disperser. Les dirigeants réussirent à scinder les manifestants.

Ceux qui partirent les derniers, 10 minutes plus tard, n'avaient pas encore vu de files. Ceux-ci, en nombre, avec les C.R.S., attendaient boulevard Saint-Michel, lieu du faux rendez-vous.

Après la manifestation, beaucoup d'étudiants, organisés ou non, étaient écœurés par l'attitude des organisations politiques.

Correspondant Etudiant

LES EVENEMENTS DU VENEZUELA

Grève de Mineurs en YOUGOSLAVIE

« Un dictateur militaire de l'Amérique Latine est tombé ! », a annoncé la « presse sérieuse ». Oui, c'est vrai, le dictateur du Venezuela est tombé ; mais quelles sont les forces politiques qui ont participé au mou-

vement ?... Est-ce un gouvernement anti-impérialiste qui le remplace ?...

Voici des questions auxquelles la presse n'a pas répondu.

AVANT LA CHUTE

Une analyse des événements précédant la chute de Perez Jimenez démontre qu'il y avait eu, pendant plusieurs mois, une campagne permanente des forces pro-impérialistes à l'intérieur comme à l'extérieur du Venezuela. D'abord, la S.I.P. (Société Interaméricaine de Presse, agence d'information au service de l'impérialisme yankee) avait commencé depuis un an une campagne contre Perez Jimenez, sous le prétexte de l'absence de liberté de la presse ; absence réelle, mais la S.I.P. oubliait d'adresser la même critique aux gouvernements pro-impérialistes comme celui du Guatemala, qui restreint aussi la liberté de la presse.

Tous les journaux les plus pro-impérialistes de l'Amérique Latine (El Mercurio du Chili, La Prensa d'Argentine) menaient campagne contre Perez Jimenez et annonçaient que sa chute serait un nouveau triomphe de la « démocratie », comme la chute de Peron et celle de Rojas Pinilla en Colombie.

D'autre part, on vit se déclencher une campagne de l'Eglise et des partis chrétiens (des principaux courants « populaires » favorables à l'impérialisme yankee en Amérique Latine) contre Perez Jimenez. Ils mobilisèrent la petite bourgeoisie et des manifestations se produisirent. Il est intéressant de signaler que la petite bourgeoisie, très nombreuse en Amérique Latine, réalise de grandes manifestations de masses (100.000 personnes pendant la chute de Peron) qui peuvent abuser un observateur peu au courant de la situation ; c'est que ces mobilisations ont l'apparence de grands mouvements populaires de masses, mais sont en réalité dirigées par l'impérialisme contre les gouvernements « dictatoriaux » qui esquissent une résistance à ses exigences.

Quelques semaines avant la chute du dictateur vénézuélien eut lieu une tentative de coup d'état, dirigée par la Marine et l'Aviation, les branches de l'Armée des plus pro-impérialistes (l'armée de terre est l'unique secteur de toutes les armées latino-américaines où se développent des tendances nationalistes). La S.I.P. et les journaux pro-impérialistes ne critiquèrent pas ce coup de force militaire là ; ce qui démontre bien qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement anti-impérialiste (le chef de ce putsch manqué, Castro Leon, fait partie de l'actuelle liste militaire).

Il est aussi intéressant de remarquer que toutes ces forces sociales sont les mêmes que celles qui s'allièrent contre Peron et Rojas Pinilla. C'est pourquoi nous devons nous poser la question suivante : si la S.I.P., l'Eglise, les partis chrétiens et libéraux, la Marine et l'Aviation, agents de l'impérialisme, dirigent contre Perez Jimenez une campagne semblable à celle qui a amené la chute de Peron et de Rojas Pinilla, l'impérialisme n'était-il pas partie prenante dans le coup d'état ?

Cela ne signifie pas pourtant que Perez Jimenez (ni non plus Peron et Rojas Pinilla) était anti-impérialiste. En fait, son gouvernement, reposant sur la répression, est entré en conflit dans certains cas avec les courants ouvertement pro-impérialistes. Dans une série d'événements, il n'est pas apparu comme le meilleur agent possible de l'impérialisme ; dans l'obscur négociation sur les prix du pétrole et la proposition d'une compagnie italienne (Enti Nationali Idrocarburi) d'exploiter le pétrole en donnant 75 % à l'Etat au lieu des 50 % que donnent des compagnies nord-américaines ; lors des frottements entre le gouvernement et l'Eglise, et de la campagne « illégale » du parti chrétien contre lui, etc... C'est ainsi que son gouvernement fut presque seul à ne pas

participer à la Conférence Economique de Buenos-Aires (1957) organisée par le Département d'Etat des U.S.A. et que, finalement, les relations diplomatiques furent rompues entre l'Argentine et le Venezuela, qui avait accordé asile à Peron.

LA CHUTE

Le 21 janvier se produit une manifestation de la petite bourgeoisie sous le mot d'ordre : « A bas la tyrannie ! » et se déclenche une « grève générale ». Il faut signaler que cette grève n'est pas déclenchée par les syndicats ouvriers, mais par les organisations des étudiants. Une chose suggestive est le silence absolu de toute la presse sur la participation des syndicats et de la classe ouvrière, non seulement à la « grève », mais à l'ensemble des événements. Tout fait penser que la « grève générale » fut un lock-out patronal comme celui réalisé par la bourgeoisie de la Colombie avant la chute de Rojas Pinilla. Cela ne signifie pas que la classe ouvrière approuvait le dictateur vénézuélien ; elle était plutôt dans une attitude passive ; son niveau de vie s'était amélioré dans les dernières années grâce à la bonne situation économique du pays.

Le problème le plus important, c'est que le plan pro-impérialiste (un coup d'état militaire) a été dépassé par les événements, par les manifestations et les heurts du peuple avec la police. Les faits, qui culminent avec la capitulation du dictateur devant la junte militaire, sont déjà connus.

APRES LA CHUTE

Cependant, les militaires contrôlent la situation sous la promesse de prochaines élections et des libertés démocratiques. L'orientation bourgeoise et pro-impérialiste de l'actuel gouvernement est claire le 5 février, l'amiral Larrazabal a déclaré aux compagnies de pétrole nord-américaines : « La junte maintiendra sans modification le régime actuel de l'activité pétrolière au Venezuela... L'Etat et les entreprises ont donc pour commune obligation de travailler dans un climat de confiance et de collaboration ».

Ainsi, les analyses et les illusions de certains secteurs politiques de « gauche » qui ont cru voir un mouvement anti-impérialiste au Venezuela, sont contraires aux faits.

En tout état de causes, le mou-

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Dans le numéro du 30-1-1958 de « LA VERITE », j'ai relevé un article intitulé : « Circonstances atténuantes : appartenir à l'Eglise », qui m'oblige « en conscience » à prendre position.

Il est, à mon avis, toujours risqué d'interpréter des sentences judiciaires. Dans le cas Petch, le jury a suivi la demande du procureur dans le cas de l'abbé Denoyer, cela ne fut pas de même. Que des considérations qui n'ont rien à voir avec la « justice pure » jouent leur rôle dans les réquisitoires et dans les délibérations des jurys est hors de doute. Cependant, je ne pense pas qu'elles sont uniquement l'appasage de la société dite bourgeoise.

Je crois que, dans tous les régimes, et par conséquent même dans un Etat socialiste intégral, il y aura toujours des éléments qui avantageront l'un ou l'autre des régimes...

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris - XV

vement contre Perez Jimenez a eu pour effet de mettre en mouvement des forces sociales que l'impérialisme ne souhaitait pas réveiller. C'est ce que constate le « Wall Street Journal » lorsqu'il titre « Le coup d'état militaire pourrait ouvrir la voie à une évolution vers la gauche au Venezuela ».

Le jeune prolétariat industriel et minier a commencé une nouvelle expérience, après les années de répression sous la dictature. D'autre part, le Parti d'Action Démocratique reprend la même politique qu'en 1948, quoique « moins nationaliste » (il faut en effet relever que le « New-York Times », la direction de l'A.F.L.-C.I.O., et l'O.R.I.T., organisation syndicale latino-américaine au service du Département d'Etat, ont salué le retour au Venezuela de Betencourt, chef de l'Action Démocratique).

En même temps se développera la lutte entre divers secteurs de la bourgeoisie devant l'offensive coloniale de l'impérialisme des U.S.A. ; cependant que la petite bourgeoisie acquerra rapidement une expérience nouvelle, car la junte militaire ne pourra satisfaire ni ses revendications économiques, ni ses revendications démocratiques.

En résumé, le coup d'état militaire préparé par l'impérialisme au Venezuela peut se transformer en boomering pour la réaction.

José VALDES.

LES bruits concernant une grève des mineurs de charbon de Trbovlje, en Slovénie, qui avaient circulé dans les milieux diplomatiques de Belgrade et dont la presse américaine s'était fait l'écho, ont été confirmés officiellement par les autorités gouvernementales. C'est la première fois qu'est reconnue officiellement une action ouvrière. Aucune explication, ni aucun détail n'ont été donnés on ignore toujours la durée exacte de la grève qui semble avoir éclaté sur une question de normes de travail. Tito a, dans un discours radio-diffusé, violemment protesté contre la publicité faite à cette grève à l'étranger : « Chaque fois qu'il y a quelque chose de négatif chez nous, on en fait un grand bruit ».

Un discours prononcé quelques jours plus tard, devant 250 activistes de la Ligue des Communistes yougoslaves, par Miha Marinko, président de la République Slovène, éclaira pourtant certains aspects de ces événements : « Nous ne pouvons ignorer », a-t-il déclaré à Trbovlje même, « les désirs et les besoins du peuple, car la classe ouvrière veut un relèvement plus rapide de son niveau de vie, et en a besoin ».

Cet aveu s'accompagnait de menaces contre les impatientes : il faut mettre les masses en garde « contre ce qui est impossible dans une certaine période ».

Pour Marinko, les militants de la L.C.Y. doivent avant tout veiller à ce que « des éléments réactionnaires et anarchistes » n'utilisent pas « à leurs propres fins destructrices » le système des Conseils ouvriers. Il est donc vraisemblable que le Conseil ouvrier de la mine de Trbovlje a joué un rôle dans le déclenchement de la grève, et qu'il

a pu servir de moyen d'expression du mécontentement ouvrier. C'est là un fait qui, confirmé par d'autres événements semblables, indiquerait une possibilité de remettre en question un équilibre qui dure depuis plusieurs années et dont les sages conseils « à la yougoslave » n'auraient été que l'expression provisoire.

LE M. N. A. DENONCE L'ATTENTAT DE SAKHIET

(Suite de la page 1)

Le M.N.A. fait appel aux peuples maghrébins pour resserrer plus que jamais leurs liens afin d'imposer l'ouverture des négociations entre les représentants du peuple algérien et ceux de la France pour obtenir rapidement un cessez-le-feu.

Le Mouvement National Algérien, qui lutte pour la constitution d'un Etat algérien libre, indépendant, démocratique et social, souhaite ardemment qu'à travers ce programme naître la confédération maghrébine dont Messali Hadj est le défenseur infatigable depuis 1929...

Se prononçant à la fois contre tout impérialisme et contre tout totalitarisme, le M.N.A. rappelle solennellement que ce n'est pas par les crimes, les bombardements, les tortures et les lois-cadres réactionnaires qu'on mettra fin au conflit franco-algérien, mais par la recherche d'une solution juste, pacifique et démocratique ainsi que l'a préconisé l'O.N.U.

Le point de la situation en Algérie

LES conséquences politiques du raid de terreur lancé par l'aviation française sur Sakhiet-Sidi-Youssef sont loin d'être épuisées. Le raid marque une nouvelle étape dont il est possible, d'ores et déjà, de souligner certains aspects, aspects qui, d'ailleurs, se dessinent déjà avant Sakhiet — sans pour autant prétendre à une prévision détaillée de la forme ou des rythmes des événements qui viennent. Il s'agit de dégager une perspective qui permette aux révolutionnaires de combattre.

L'insignifiance de la bourgeoisie musulmane algérienne, la faiblesse de ses assises économiques dans le pays, la liquidation totale par la colonisation des cadres traditionnels, l'éviction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle musulmane de la gestion des affaires politiques, ont créé d'énormes difficultés dans le sens de la réalisation en Algérie d'une solution à la tunisienne ou à la marocaine.

Par son contenu social, la guerre d'indépendance du peuple algérien tend naturellement à mettre en jeu les forces populaires dont la combativité anti-impérialiste est très étroitement déterminée par la structure de classe spécifique à l'Algérie.

Différents facteurs renforcent encore le caractère socialiste des objectifs profonds de la lutte des masses algériennes pour l'indépendance. Notamment, l'existence d'une forte émigration algérienne de près de 500.000 hommes, formés à la lutte nationale au contact du prolétariat français, pépinière de cadres pour l'Algérie, illustré par ailleurs l'interpénétration des problèmes posés par le combat pour la reconquête de la souveraineté algérienne et par les tâches anti-impérialistes du prolétariat français. En dernière analyse, la révolution algérienne repose le problème de la structure économique sociale de l'Algérie et de la France même. Les développements internes de la révolution algérienne — facteur original d'une importance capitale — s'échappent dans une large mesure au contrôle des forces conservatrices traditionnelles impérialistes et bureaucratiques russes. L'insignifiance du P.C. algérien est un phénomène parallèle à l'insignifiance politique de la bourgeoisie algérienne (administratifs et ralliés de fraîche date au P.L.N.) et de la petite bourgeoisie (U.D.M.A., Oulémas, etc.).

Toutes les difficultés extraordinaires amoncées devant le peuple algérien tiennent essentiellement au fait que la politique de trahison des directions des grandes organisations ouvrières, P.S. et P.C.F., a réussi à anesthésier le prolétariat français, lui interdisant le combat sur son propre plan contre l'impérialisme français (vote des pouvoirs spéciaux, etc.) (1).

La double menace révolutionnaire que fait peser, tant en France qu'en Algérie, la poursuite de la guerre, constitue les deux pôles entre lesquels évolue la politique « algérienne » de l'impérialisme américain et de la bureaucratie russe, également intéressés à la préservation du statu quo social dans n'importe quel secteur du monde.

Quand les cercles ultras de la bourgeoisie française expliquent que la guerre et la victoire représentent

la seule issue en vue du maintien de la structure sociale impérialiste, il y a là un grain de vérité. Sans écartement de la révolution algérienne, il y a menace mortelle pour l'ordre des possédants. Mais cette vérité Soustelle-Bidaud-Le Pen ne règle absolument rien. Car les aspirations du peuple algérien à l'indépendance ne pourront plus jamais être contenues dans les cadres du système colonial antérieur au 1^{er} novembre 1954.

Lorsque les cercles « éclairés » du grand capital — Mendès-France — et, avec eux, sous une forme ou sous une autre, le Parti Socialiste, le P.C.F., les progressistes de toutes nuances, affirment que, pour préserver l'essentiel des intérêts impérialistes, il faut dresser un écran politique entre le peuple algérien et les gros colons, en accordant certaines satisfactions au peuple algérien, il y a là une vérité d'évidence mais qui, elle non plus, ne règle pas grand chose. Car il s'agit de savoir quel sera le contenu de la souveraineté politique dans une Algérie où la bourgeoisie musulmane et la petite bourgeoisie intellectuelle sont extraordinairement faibles, et quelles en seront les conséquences sur la structure sociale de la France elle-même.

Tous les partis politiques bourgeois en France, les bureaucraties « ouvrières » à leur service, le Kremlin et Wall Street, considèrent que le problème dominant, c'est la préservation de l'ordre social bourgeois. Et aujourd'hui s'impose de plus en plus à tous ce fait majeur : la poursuite de la guerre d'Algérie est sans issue du point de vue impérialiste, car l'impérialisme français ne peut vaincre militairement le peuple algérien. C'est en partant de cette constatation que toute une série d'événements récents peuvent s'expliquer.

L'affaire du « Slovenija » : elle est déjà tombée dans l'oubli. Tito, le gouvernement français comme le P.L.N. ont jeté un voile pudique sur une affaire qui a défrayé la chronique internationale durant quelques jours. On se souvient qu'un navire, battant pavillon yougoslave, parti d'un port de l'Adriatique, fut repéré par l'aviation française. « mystérieusement » avertie que Prague, par l'intermédiaire d'une maison suisse (Félix H) expédiait une cargaison d'armes... au Yémen, en passant par Casablanca. Le Maroc chemin avait été averti et s'étonne que le plus court chemin entre la Yougoslavie et le Yémen puisse passer par Casablanca. Le Yémen affirme n'avoir jamais commandé des armes à la Tchécoslovaquie. Tito discontinue, puis se fait. Fineau, de même. Le seul fait patent est que le P.L.N. n'a pas reçu livraison des armes qui lui étaient de toute évidence destinées.

Toute cette histoire de services de renseignements, d'arrangements, de discours sans conséquences, donne irrésistiblement l'impression qu'une fois de plus, la bureaucratie du Kremlin cherche à rendre service à la France. En 1936-1939, Staline, avec sa maîtrise contre-révolutionnaire, réalisa de telles opérations pour amener la révolution espagnole à la déroute. Ses successeurs n'ont évidemment rien oublié des leçons du maître.

Le C.C.F. au Caïre : les relations entre Bourguiba et le P.L.N. sont plutôt difficiles à Tunis. Cela est bien connu. Le P.L.N. pèse de tout le poids d'une armée

POLOGNE

L'ÉQUILIBRE RESTE PRÉCAIRE

NOUS avons, dans un récent article, souligné la signification de la violente campagne de presse déclenchée dans tous les pays de démocratie populaire contre les écrivains « révisionnistes », et notamment Krolkowski et Worozylski. Nous avons dit qu'il fallait sans doute voir dans cette campagne une volonté de pousser plus

loin Gomulka dans la voie de la répression. Une série d'informations qui nous parviennent de Pologne depuis quelques semaines, confirment cette appréciation : l'équilibre reste précaire et la marge de manœuvre de Gomulka s'amenuise... Les dés ne sont pourtant pas jetés.

« Dans le cas où le gouvernement refuserait les explications demandées », écrit le correspondant du « Monde », « certains éléments pousseraient leurs camarades à le menacer d'une grève ». Ceci est la preuve que l'avant-garde ouvrière polonaise a la claire conscience qu'il lui reste, de ses conquêtes d'octobre, l'arme de la grève, et qu'elle est consciente de sa force. C'est sur elle que repose l'avenir du pays. C'est d'elle aussi que dépend la marge de manœuvre de l'appareil. Le jour où l'avant-garde polonaise brandira à nouveau le poing, ce n'est pas Wyszynski qui sauvera Gomulka, et Kruczkowski pourra disparaître avec son « fouet à dresser les écrivains ».

tuels révolutionnaires. Contrairement à ce que l'on avait annoncé en Octobre, les rédacteurs de « Po Prostu » exclus du Parti n'avaient pas trouvé de travail dans d'autres journaux. Le bureau de presse du Comité Central les a informés, il y a quelques semaines, qu'ils aient à chercher une autre profession. Huit jours après, sept d'entre eux se voyaient offrir du travail, à condition qu'ils dressent un bilan « convenable » de leur attitude vis-à-vis du Parti. Aujourd'hui encore, les rédacteurs de « Po Prostu » et les « révisionnistes » exclus de « Sztandar Mlodych » sont toujours sans travail.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DES ECRIVAINS

En réponse à une lettre de l'Association des Ecrivains — dont on sait le rôle joué dans la préparation d'octobre — qui, en échange de leur fidélité à son programme, avaient demandé à Gomulka l'affirmation du principe de la « liberté de la littérature, attribut inséparable du socialisme », Léon Kruczkowski, ancien président de l'Association sous l'ère stalinienne et responsable de la Commission Culturelle du Comité Central, avait riposté par des menaces contre les « tendances hostiles... étrangères au socialisme » de certains écrivains, et menacé, dans une déclaration particulièrement cynique, de les réduire au silence : « Le parti n'interviendra pas dans le travail d'un artiste aussi longtemps qu'il ne cherchera pas à atteindre le public. La publication, telle est l'arme puissante de notre politique culturelle. Il est clair qu'un livre peut être ou non édité, qu'il peut être édité largement ou non ».

Or, dans l'hebdomadaire qui passe pour exprimer les vues de Gomulka, « Politika », c'est le ministre de l'Enseignement Supérieur, Zolkiewski, qui a tenu à répondre lui-même à Kruczkowski et aux autres articles du même esprit parus dans « Trybuna Ludu ». Et, selon lui, un contre-sens en accusant les écrivains de se détacher du socialisme quand c'est le besoin de purifier le socialisme »

qui s'exprime dans leurs œuvres et il affirme : « Chaque fois qu'une œuvre d'art est discutée du point de vue idéologique, mais valable du point de vue artistique, son auteur devrait avoir le droit de la confronter avec le public ». Selon le correspondant du « New-York Times », Sydney Gruson, ce changement de ton a été bien accueilli dans les milieux intellectuels.

CONCESSIONS A WYSZYNSKI

Dans le même temps, les relations qui paraissent s'être quelque peu tendues entre l'Eglise et le gouvernement Gomulka, viennent d'aboutir à une détente qui représente une très réelle victoire pour l'Eglise. Une déclaration du cardinal Wyszynski, parue dans l'hebdomadaire « Tygodnik Powszechny », annonce en effet que l'Eglise a été autorisée à traiter directement avec les organisations catholiques américaines, et à répartir elle-même les habits, conserves, médicaments, représentant plusieurs millions de dollars et que la National Catholic Welfare Organisation met à la disposition des « pauvres de Pologne ». Le « monopole de la charité » échappe ainsi aux organisations officielles et à l'appareil d'Etat. Le sort de l'organisation « Caritas », agence gouvernementale catholique contrôlée par l'équipe des staliniens de Pax, sera réglé bientôt par voie de négociations. Wyszynski et l'Eglise n'avaient pas remporté de plus éclatante victoire depuis le

rétablissement de l'enseignement religieux dans les écoles.

L'AGITATION OUVRIERE

Depuis la défaite des grévistes de Lodz, depuis l'interdiction de « Po Prostu » et le matraquage des étudiants, l'avant-garde ouvrière polonaise n'avait pas bougé et d'aucun entraînement déjà la révolution polonaise, au moment même où elle s'approfondit. Le mois de janvier a donné des preuves de cette maturation. Ce sont les travailleurs de l'usine M5 à Wroclaw qui, à la suite d'assemblées tenues dans l'usine même, et après avoir tenté de généraliser leur action aux autres usines de la région, ont obtenu, par la menace de grève, le paiement d'un acompte sur le 13^e mois qui leur avait été accordé, mais non payé. La satisfaction est mince, mais la menace a payé et les travailleurs n'oublieront pas la leçon.

Surtout, après les entretiens secrets Gomulka-Khrouchchev, les ouvriers de l'usine de Cegielski de Poznan ont demandé des éclaircissements sur le contenu des négociations. En juin 1956, en novembre au moment des événements de Hongrie, aujourd'hui face à la menace que constitue la « diplomatie secrète » dont les travailleurs avaient voulu la disparition lors de leur Révolution d'Octobre 1956, les travailleurs de Cegielski, avec ceux de Zeran, représentent la pointe avancée de la conscience ouvrière polonaise.

Pierre BRABANT.

P. S. — Les dernières nouvelles parvenues de Pologne confirment entièrement l'impression suivant laquelle l'appareil joue « au chat et à la souris » avec les intellec-

D'autre part, « Nova Kultura » annonce la démission de son rédacteur en chef, Wiktor Worozylski, un des animateurs du mouvement qui prépara octobre, une des cibles des attaques de l'appareil ces derniers temps. Worozylski reste rédacteur au journal. L'appareil avait ainsi procédé avec Lasota pour « Po Prostu ».

MARCEL CACHIN IN MEMORIAM

(Suite de la page 1)

été consulté, mis à contribution par l'Huma... aux côtés de l'illustre et très catholique académicien que nous citons en exergue.

« LA VERITE » connaît ses responsabilités et elle se devait de se joindre à ce concert. Elle a cru qu'elle ne pouvait mieux le faire qu'en participant, pour sa modeste part, à la campagne pour le rétablissement de la vérité historique lancée par Nikita Khrouchchev au 20^e Congrès du P.C.U.S.

« L'Huma » nous a, heureusement, retracé la « vie ardente de Marcel Cachin ». « En 1913 », écrit-elle, « Marcel Cachin est délégué au Congrès international de Bâle. En 1914, il est élu député de Paris. A la Chambre, il se préoccupe particulièrement des problèmes de politique extérieure et de finances ».

malistes (ainsi appelait-on à l'époque les bolcheviks) (1) signent sans vouloir les lire les conditions de paix que leur imposent les généraux allemands... Le peuple russe subit la loi du plus fort et jamais grand peuple n'accepte d'un si morne silence la main-mise, l'assujettissement politique et économique... »

Le 18 juin, il s'exprime plus clairement encore : « Sans doute (le gouvernement bolchevik) a-t-il accompli, pour prendre le pouvoir, pour en écarter les autres fractions du peuple russe, certains actes qui ne sauraient obtenir notre adhésion... Il a vécu dans un rêve, cruellement démenti par les événements de chaque jour ; il a méconnu l'abolnissime puissance du militarisme allemand... »

Et la pudique « Huma » saute en 1917...

Il nous incombe de combler, au moins partiellement, cette regrettable lacune. Marcel Cachin fut l'un des plus éminents de ces « social-patriotes », cent fois stigmatisés par Lénine et Trotsky qui, trahissant les résolutions du Congrès de Bâle (qui avait préconisé l'action internationale du prolétariat contre la guerre) collaborèrent avec la bourgeoisie dans la première guerre impérialiste. L'un de ses plus beaux titres de gloire fut d'être envoyé en 1916 par le gouvernement français, pour soutenir, contre Turati et la majorité du Parti Socialiste Italien, hostiles à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés, la patriote minorité, fougueusement impulsée par... Benito Mussolini.

« La révolution d'octobre (7 novembre 1917) apparaît tout de suite à Marcel Cachin comme le triomphe du socialisme », écrit glorieusement « L'Huma ». Remontons aux sources. Du 7 novembre 1917 au 5 mars 1918, le seul article publié par Marcel Cachin dans cette même « Humanité » parut le 18 décembre 1917. Il y rapportait une tournée à Nantes et à Saint-Nazaire, tournée dont le caractère était suffisamment défini par l'auteur lui-même en ces termes :

« Naturellement, les autorités de M. Clemenceau nous avaient demandé de ne pas traiter de politique, ni extérieure, ni intérieure en dehors de ces limites, nous avions le droit de tout dire ».

A la même époque, les futurs pionniers de la 3^e Internationale en France, qui avaient soutenu, avec Lénine et Trotsky, le mouvement des internationalistes de Zimmerwald et de Kienthal, les Rosmer, les Monatte, les Bourderon, les Raffin-Dugens, étaient réduits au silence et emprisonnés. Ils n'étaient pas en si bons termes avec les « autorités de M. Clemenceau » !

Mais, le 5 mars 1918, le gouvernement bolchevik signe, à Brest-Litovsk, la paix avec l'impérialisme allemand. Marcel Cachin se réveille :

« On ne peut lire sans une angoisse extrême les dépêches qui nous arrivent d'Orient. Les maxi-

Et le 25 juin : « On nous dit : « Les bolcheviks sont des usurpateurs... Il n'est que trop vrai ! Il y a eu, en Russie, il y a quelques mois, un pouvoir normalement établi, sorti de la volonté populaire... Aucun sophisme maximaliste n'effacera le caractère odieux de leur coup d'état ».

Dans le même article, Marcel Cachin discute le plan d'une intervention alliée en Russie contre les bolcheviks. Non qu'il y soit opposé en principe, mais il n'est pas certain de son efficacité : « Nous demandons seulement qu'on nous indique les moyens pratiques de la réaliser sans dommage... Nous demandons des éclaircissements et des apaisements qui, à cette heure, ne sont pas venus... Est-il besoin d'ajouter que notre bonne foi est entière ? Aussitôt réunies les conditions et garanties d'une action utile... nul ne se montrera plus résolu que les socialistes ».

Allons... Paix aux cendres de cet homme « à la bonne foi entière » !

R. MONGE.

(1) Ainsi M. Gilles Martinet, qui se fit un devoir d'assister aux funérailles du grand vieillard, baptise-t-il aujourd'hui les trotskystes.

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :
1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

NOUVELLE ETAPE

mieux équipée et plus nombreuse que l'armée tunisienne. Bourguiba ne contrôle pas le F.L.N., c'est un fait. Comme c'en est un autre que Nasser contrôle pour le moins la fraction dite « dure » du O.C.E. Dans ce sens, le transféré, même momentanément de la direction du F.L.N. de Tunis au Caire prend l'apparence d'un desserrement de la pression « frontiste » sur Bourguiba. Il ne faut, jamais oublier que le pouvoir de Nasser est, au même titre que celui de Bourguiba et de l'impérialisme français, menacé par la révolution algérienne. Et les problèmes sociaux qu'elle cherche à résoudre ne s'arrêteront ni aux frontières de la Tunisie, ni à celles de l'Egypte. On sait combien de bons offices à l'impérialisme français, moyennant une aide pour le barrage d'Assouan à Paris et Le Caire étant également hostiles au Pacte de Bagdad, le gouvernement égyptien était prêt à faire entendre raison aux dirigeants du F.L.N. Nasser est lui aussi un facteur « d'ordre ». Ne doit-il pas tenir compte des millions de fellahs, toujours sans terre malgré la fameuse réforme agraire, en Egypte sans même ?... Aussi, le retour du C.G.E. au Caire, joint à la modération évidente des réactions égyptiennes après le massacre de Sakhiel et aux conversations franco-égyptiennes en cours sur l'indemnisation des actionnaires de la Compagnie de Suez, sont autant d'éléments qui concourent à préciser les contours de la situation.

L'émotion soulevée par le raid de terreur dans les « chancelleries » (comme ils disent !) et dans la presse mondiale, ne doit pas faire illusion : les tortures, les exactions de toutes sortes qui pleuvent depuis le 1^{er} novembre 1954 ne les ont pas autrement émus, ou plutôt les ont émus juste ce qu'il fallait pour garder bonne conscience et garder... contact, en vue d'endiguer la révolution algérienne.

Que le gouvernement français, Lacoste, le grand Etat-Major aient été au courant ou pas (sinon, cela représente une manifestation supplémentaire de la désagrégation de l'Etat bourgeois en France), cela n'a que peu d'importance sur ce plan. Toute la campagne anti-juive, orchestrée par la presse, la radio, les discours amicaux et à l'Assemblée Nationale, préparait cet « incident », ou un autre de même nature. Le seul problème reste celui-ci : autre de même nature, le gouvernement français sait pertinemment qu'il ne peut le gouvernement français sans l'aide du gouvernement français à Tunis, comme l'y incitent les ultras Le Pen et Tixier-Vignancourt. C'est donc qu'autre chose était recherchée, parce que tels « incidents » ne tombent pas du ciel. (Dans une autre conjoncture et pour arriver à d'autres fins, le bombardement d'Hanoi en 1946 correspondait également à une situation où le gouvernement français de l'époque ait été également nouveau du Parti Socialiste donne une clé pour comprendre la situation. Le Parti Socialiste est indispensable à la bourgeoisie française pour la guerre comme pour la paix. C'est lui qui, avec l'aide du P.C.F., a peine volée pour les besoins de la division du travail entre les deux partis « ouvriers », doit empêcher le prolétariat français d'utiliser la situation pour s'émanciper dans le combat de classe sur des objectifs révolutionnaires.

tionnaires. Disons que P.S. et P.C.F. se sont bien acquittés jusqu'à présent de leur tâche ainsi qu'en témoignent les grèves et manifestations sabotées depuis le début de la guerre d'Algérie. Les dirigeants du P.S. n'ont pas bougé devant les tortures et les autres exactions qu'ils ont couvertes. Ils sont bouleversés par Sakhiel. Ceci doit être interprété comme un signe de la tentative des dirigeants socialistes (appuyés par le P.C.F.) de se sortir de la situation de l'impérialisme français de l'impasse de la poursuite de la guerre d'Algérie. L'« émotion » et la modulation de Dulles, Nasser, celle du Kremlin, participent d'une même analyse. Avec eux, les dirigeants du P.S. et la plupart des policiers bourgeois sont arrivés à estimer indispensable la fin de la guerre, en vue de tenter de dresser un barrage efficace au déferlement révolutionnaire que sa continuation risque d'entraîner. Reste à savoir comment y arriver, et cela est difficile.

Les données de la situation peuvent donc se résumer ainsi :

● La guerre totale en Algérie a distendu dans une large mesure les liens des formations politiques en présence avec les masses. Mais celles-ci n'en continuent pas moins à se battre et le peuple algérien, bien que las et épuisé, refuse de se plier aux conditions militaires et politiques de l'impérialisme français.

● D'un côté, les fissures à l'intérieur du F.L.N. (Ben Bella, Abbas, Debaghine, Ouamane, Belkacem, autant de positions, de nuances et de décisions) sont renforcées encore par le jeu spécifique de l'Egypte, de la Tunisie, du Maroc. Sans compter les pressions américaine et russe qui, quoi qu'on en dise, s'exercent dans le même sens préserver, sous une certaine forme, les « intérêts français », c'est-à-dire la structure sociale existante tant en Algérie qu'en France. De l'autre, un parti, bien qu'affaibli par les coups subis de toutes parts, mais disposant d'une longue expérience politique, d'une tradition de combat, anti-impérialiste, de cadres prolétaires formés depuis 1923 à l'école du messalinisme, le M.N.A. se dresse toujours comme l'espoir de tout un peuple, parce qu'il est indépendant de tout Etat étranger, parce qu'il ne prend conseil que des intérêts du peuple algérien.

● L'impérialisme français ne peut vaincre militairement la révolution algérienne ; mais celle-ci, isolée du prolétariat international et particulièrement français, par la trahison des directions dites ouvrières, manœuvrée par les influences extérieures diverses, le rapport de force restant ce qu'il est, ne peut également pas vaincre militairement.

Le raid de terreur de Sakhiel apparaît ainsi comme la première étape, monstrueusement sanglante, d'une situation nouvelle, qui tend à se créer, où les problèmes politiques commenceront à reprendre le premier plan, exprimant au grand jour ce que la guerre contient encore. Tant en France qu'en Algérie, une nouvelle étape de la révolution algérienne s'ouvre. Une nouvelle étape de la lutte de classes en France même peut s'ouvrir.

F. LAMBERT.

(1) La politique du P.C.F. est analysée ailleurs dans ce numéro. Nous reviendrons à l'occasion sur celle du P.S. qui ne fait d'ailleurs illusion pour personne.

QUE PENSENT LES CHEMINOTS ?

PREMIERE CONCLUSION

C'EST un fait : les travailleurs de ce pays n'ont pas encore engagé de grandes luttes, malgré la hausse des prix. De cette constatation, on pourrait, et les dirigeants des grandes organisations ouvrières le font, tirer la conclusion que la classe ouvrière, démoralisée, accepte la baisse de son pouvoir d'achat.

En réalité, le problème est plus complexe. Les travailleurs ont compris que les grèves tournantes et limitées, les revendications dérisoires mises en avant par les centrales, ne peuvent régler les problèmes de la défense de leur niveau de vie. Ils sentent que les obstacles qui se dressent devant leur volonté de combat se situent à l'intérieur de leur mouvement. La manifestation des fonctionnaires du 20 décembre 1957, les grèves tournantes de Nantes et de Saint-Nazaire le démontrent eloquemment. Ce sont les dirigeants syndicaux qui, malgré ceux qu'ils baptisent « provocateurs », refusent de diriger les actions vers le siège de l'état-major de la vie chère : l'Assemblée Nationale, le Parlement bourgeois qu'on peut « conquérir de l'intérieur » (Thorez disait).

Dans tous les domaines, les bureaucrates des grandes organisations ouvrières se dressent pour la défense du régime bourgeois. Prenons quelques exemples :

● A la Sécurité Sociale, tous les syndicats des cadres, C.G.T., C.F.T.C., F.O. viennent de signer un accord qui octroie par exemple au sous-directeur 100 points supplémentaires, une indemnité de fonction annuelle de 1.090 points (90 points par mois), soit au total, 190 points par mois. Pour un sous-directeur bénéficiant des 20 % (échelon d'ancienneté, en fin de carrière 40 % en plus), l'augmentation représentait, au 1^{er} octobre 1957, 35.224 fr. par mois en plus, soit un traitement mensuel qui passe de 126.334 fr. à 160.631 fr. Le directeur au même échelon a vu son traitement passer de 140.238 fr. à 177.542 fr.

L'employé, au coefficient 150 (même échelon d'ancienneté 20 %) gagne 38.787 fr.

Ainsi, les hauts cadres de direction ont obtenu en moyenne une augmentation de leur traitement égale au traitement de l'employé.

● Dans la Fonction Publique, les conséquences du décret du 16 février 1957 (gouvernement Guy Mollet) mis en application à partir du 1^{er} janvier 1958, ont abouti à augmenter le traitement mensuel des hauts fonctionnaires de l'Etat aux échelles-lettres, par exemple (B), de 98.300 fr. par mois (le traitement passe de 280.600 fr. à 378.900 fr.).

Une première conclusion se dégage : Pour que son appareil d'Etat fonctionne, la bourgeoisie est amenée à revaloriser massivement ses hauts cadres. Ces augmentations représentent le prix que le grand capital doit payer afin que soit assurée la bonne marche de son système d'exploitation.

Mais un problème se pose : que penser des organisations syndicales C.G.T., F.O. (sans parler des syndicats chrétiens de collaboration de classes) qui ont accepté de contresigner ou de couvrir de leur silence de telles mesures ?

Victor LEPAGE.

Dans notre prochain article, nous examinerons les conséquences de cette politique « syndicale » de défense du régime.



UNE CONVERSATION AVEC UN FACTEUR

Un de nos lecteurs nous a adressé le récit d'une conversation qu'il a eue avec son facteur, au lendemain du bombardement de Sakhiet. Cette conversation, semblable à d'innombrables autres qui ont pu être entendues le même jour entre travailleurs, nous a paru refléter assez bien l'opinion ouvrière sur le « problème algérien » pour mériter d'être reproduite.

F... — Tu as vu, les Tunisiens, ça va barder ; le gouvernement est cinglé, on va les avoir tous sur le dos : c'est encore nous qui paierons. Qu'on leur foute la paix !

L... — Eh oui, d'un côté comme de l'autre, il faudra qu'on se tire dessus, comme le font actuellement les Nord-Af avec nous, pour sauvegarder les intérêts des colons et gros industriels...

F... — Que veux-tu faire d'autre, dans un cas pareil ? On ne te demande pas ton avis, tu vas là-bas et, pour sauver ta peau, c'est le premier qui tire qui en réchappe. Moi, en 40, j'ai eu la Croix de guerre. Quand le colon me l'a remise, je lui ai dit : « Ne croyez pas que je l'aie obtenue par acte de bravoure c'est uniquement pour sauver ma peau. Si, dans le civil, un gars m'emmerde, et que je le descende, on me foutrait en tête, et pire encore ». Les gars qui sont devant nous, on les connaît pas, alors !

L... — Tu as raison.

F... — S'ils ne voulaient pas qu'ils réclament leur indépendance

ils ne devaient pas les instruire. L... — Ces types-là ont autant le droit de vivre, de lire, de travailler que nous, en un mot d'être indépendants. Il n'y a pas de race inférieure : la race est ce que l'on veut, bien en faire ; les Tunisiens et les Marocains le prouvent et des Algériens le prouvent depuis déjà longtemps. Aussi, alors, de quel droit les empêcherait-on de nous égarer ?

L'inégalité des races revient à peu près au même que les différences de classes.

La classe possédante est-elle plus capable que nous ? Pas du tout, seulement elle est plus instruite, parce qu'elle a davantage les moyens et ne veut pas se déposséder de nous faisant participer à sa gestion.

F... — Bien sûr ; regarde le fils d'ouvrier qui a étonné tout le monde à la Radio, au jeu « Quitte ou double ». Si les parents avaient eu du fric lui, Les mômes de bourgeois, intelligents ou pas, fainéants ou non, font leurs études et ensuite succèdent au papa. C'est facile d'arriver ainsi !

Quant aux Algériens, s'ils ne voulaient pas que ceux-ci réclament leur indépendance, il ne fallait pas l'accorder à la Tunisie ou au Maroc, et encore si l'on peut parler d'indépendance... C'est fini l'époque coloniale : on ne peut plus tromper les gens, comme tu dis les « races inférieures » n'ont servi d'alibi que

Nous publions ci-dessous la suite de la conversation avec trois cheminots dont le début a paru dans l'avant-dernier numéro de « LA VERITE ». Rappelons que notre enquête sur les conditions de vie des travailleurs des diverses corporations, les revendications et les moyens d'action qui leur paraissent susceptibles d'assurer la victoire, est ouverte à tous nos lecteurs, quels que soient leur points de vue.

A partir de ce numéro, nous commençons à

publier nos propres conclusions, à dégager les formes d'organisation susceptibles de permettre aux travailleurs de préparer les mouvements à venir de manière à en conserver le contrôle, à en assurer le développement conformément à leurs aspirations et à contenir l'intervention des appareils bureaucratiques, syndicaux et politiques, qui sont l'expression d'intérêts étrangers aux leurs.

QUESTION. — Les syndicats siègent dans les Commissions. Cela a-t-il changé quelque chose pour les petites et moyennes échelles ?

T... — Il n'y a absolument rien de changé, je n'y vois pas de différence.

J... — Aucune. Ça serait peut-être aux syndicats de discuter, mais il faudrait qu'ils parlent pour les basses échelles.

B... — Oui, si c'était fait comme ce que les gars demandent, mais, en principe, ils font ce qu'ils veulent.

QUESTION. — Est-ce que la hiérarchie actuelle est normale ?

T... — Non. Moi, j'estime que l'on écrase la hiérarchie. Dans les bureaux, on a des responsabilités moins marquées, mais par exemple, un facteur mixte gagne autant qu'un manoeuvre.

J... — Le nombre des échelles est trop élevé. Ou je trouve qu'il y a trop d'échelles, c'est surtout parmi les inspecteurs, en général.

B... — Il ne devrait pas y avoir une si grande hiérarchie.

QUESTION. — Dans votre filière, y a-t-il trop d'échelles ?

T... — A la S.N.C.F., il y a trop de grades dans une même filière. Par exemple, de 5 à 9 (filière agent de bureau, employé), on arrive à faire le même travail, bien souvent on donne du travail plus difficile aux jeunes et d'ailleurs, on ne trie pas le travail pour l'un ou pour l'autre.

J... — Il faudrait peut-être simplifier, mais il est à craindre qu'ils laissent les agents aux échelles inférieures et que cela soit contraire à nos intérêts.

B... — En réalité, il y en a beaucoup trop. Il y a trop de chefs pour le personnel qu'il y a.

QUESTION. — Quel changement faudrait-il apporter ?

T... — Il faut appliquer la grille 100 770 fixée par un protocole,

donner une augmentation suffisante à la base.

B... — Moins d'échelles et que la paye soit plus forte. Avec les primes, ils la font comme ils veulent, un jour comme ci, un jour comme ça ; il faudrait une prime unique.

QUESTION. — Quelles sont les revendications qui devraient aboutir rapidement ?

T... — Les salaires : il faut demander un minimum de 40.000 fr. par mois pour 40 heures de travail par semaine. En attendant les 40 heures, faire les 45 heures en 5 jours, comme dans les ateliers où cela se fait à titre d'essai depuis près de 10 ans.

J... — Un pouvoir d'achat raisonnable. On est augmenté de 4,5 % et la vie augmente de 20 % ; finalement, on arrive à un pouvoir d'achat moindre ; il y en a beaucoup qui ont deux salaires et cela compte moins pour eux. Le salaire devrait être de 45.000 fr. sans allocation, et surtout il faudrait une augmentation sans hiérarchisation.

B... — 1) Les salaires, mais un salaire qui nous donne satisfaction pour être au taux de la vie. Aujourd'hui la plus petite échelle, sans d'hui, il faudrait 50.000 fr. par mois les primes.

La retraite serait plus forte, cela nous permettrait de ne plus travailler ailleurs, à ce moment-là.

2) Les 40 heures, avec le même salaire. Déjà, 45 heures sans récupération avec le même salaire. Avec le progrès, les machines, on pourrait les obtenir. Car en réalité, l'ouvrier ne profite pas du progrès.

QUESTION. — Par quel moyen peut-on les obtenir ?

T... — Bloquer tout le trafic marchandises, en particulier des grosses industries, et assurer le trafic voyageurs gracieusement, et l'on verrait la réaction des de Wendel, etc.

B... — Pas en faisant une grève sur le plan cheminot, parce que de cette façon, les copains ne marchent pas, tandis que s'il y a les bus, métro, etc., ils la feront.

QUESTION. — Les syndicats ont donné des ordres de grève de 24 heures, ou 48 heures, ou de 2 heures chaque corporation à son tour. Cela est-il valable ?

T... — Dans la situation actuelle, avec la flambée des prix, il faut un mouvement national et dans toutes les corporations. Cela peut avoir d'autres conséquences, mais on verra bien.

J... — Il faudrait pour que ce soit valable que ce soit ensemble et général, sans ça, c'est comme si on soufflait comme dans un violon. Tant qu'on fera des grèves partielles, on n'arrivera pas à quelque chose, ou si peut-être sur quelques points, mais si peu.

B... — Non. Si on fait une grève des cheminots limitée, on ne pourra pas tenir le coup, faute d'argent. Il faudrait une grève illimitée, mais générale.

QUESTION. — La conduite, l'orientation des syndicats est-elle bonne, correcte pour les ouvriers ?

T... — Non. Je leur reproche de s'en tenir à leurs idées particulières qui, en somme, prédominent sur les intérêts de la collectivité qu'ils sont censés représenter. Entre parenthèses, lorsque la S.N.C.F. a majoré la prime de fin d'année des échelles 15 à 19, de 10 % à 40 %, la C.G.T. a protesté dans la « Tribune des Cheminots » (journal pour le personnel d'exécution), mais, dans la « Tribune des Cadres », elle trouve cela normal et écrivait que c'était après tout, un juste retour de la situation de 1938, alors ça m'a dégoûté.

J... — On ne peut pas être satisfait de tous les dirigeants, et ils ne sont pas assez écoutés. Il y en a qui sont dévoués, mais pas assez suivis.

B... — Certaines choses sont bien, d'autres fausses. A mon avis, si les syndicats étaient un peu plus énergiques, on n'en serait pas où on en est. Le syndicat ne peut rien faire de bon sans demander l'avis des adhérents, sans les écouter.

QUESTION. — Faut-il être syndiqué ?

T... — Oui, mais un seul syndicat corporatif (professionnel), et surtout qu'il ne fasse pas de politique et que les adhérents aient la liberté d'expression.

J... — Oui ; si l'on veut se défendre, il faut un groupement des ouvriers, sans cela, on va être fichu.

B... — Oui, il faut être syndiqué, mais un syndicat unique, où chacun puisse s'exprimer librement et où on n'exécute pas les gens, où on pourrait retenir ou ne pas retenir les propositions qui sont faites mais qu'on en discute. Quand il y a une idée d'un adhérent, on n'en tient jamais compte dans les syndicats, en ce moment.

Moi, je suis d'accord pour passer outre les syndicats s'il y a la volonté des ouvriers. Il faut qu'on arrive nous-mêmes à déborder les syndicats.

QUESTION. — Beaucoup de cheminots (et ouvriers) sont inorganisés. Pourquoi ?

T... — Parce qu'ils sont écoeurés de la conduite des syndicats, de leur position.

J... — La majorité, ils ont peur de se mouiller. Ils restent dans leur coin, bien tranquilles et, vis-à-vis des chefs, ils n'ont rien à craindre ; si cela se sait, les chefs essaient de vous coincer, pour les bureaux en général, c'est ça. Et puis les temps sont difficiles, chacun travaille à son intérêt personnel, etc.

B... — Parce qu'ils sont mécontents de la tête des syndicats.

DENOMINATEUR COMMUN

(Suite de la page 1)

quant aux revendications de la classe ouvrière et pour ce qui est de l'Algérie, il se contente de dire qu'il faut une « solution négociée » sans préciser d'ailleurs laquelle.

Un seul sujet l'intéresse : la défense de la paix, c'est-à-dire la politique extérieure. Là, l'accord est possible sur : conserver à l'Assemblée la réalité du pouvoir sur l'installation des rampes de lancement, prendre en considération les plans de « désatomisation » (plan Rapacki) et rendre à la diplomatie française sa capacité générale d'initiative en matière de détente internationale, de désarmement et de coexistence.

Pour une fois, dans ce dialogue avec un interlocuteur bourgeois, le fond de la politique du P.C.F. apparaît clairement. S'adressant à la bourgeoisie, il lui laisse clairement entendre qu'il est prêt à utiliser sa force, c'est-à-dire son contrôle de larges masses ouvrières pour préserver la stabilité du régime, si la bourgeoisie veut bien, en contrepartie, infléchir sa politique extérieure dans un sens plus favorable aux besoins de l'U.R.S.S.

Le « dénominateur commun » que le P.C.F. se trouve avec les partis de la bourgeoisie, c'est la défense du régime bourgeois. Ainsi s'explique sa politique de désarmement et de démolition dans le mouvement ouvrier, ainsi s'explique sa volonté de ne rien faire et sa peur des masses...